

International : Le traité avec l'Union européenne fait du Brésil une colonie agricole

Par Jeferson Miola, Estrategia,

Traduction Françoise Lopez pour Amérique latine–Bolivar infos

L'avancée du consensus de Washington au Brésil, au début des années 90, s'est concrétisée par la décision de l'oligarchie dominante d'élire Fernando Collor de Mello président. Le réseau Globo a été décisif. Il a manipulé grossièrement l'édition du dernier débat télévisé à la veille des élections de 1989 pour porter préjudice à Lula et que Collor soit élu.

Une fois élu, Collor a promis la « modernité néo libérale » qui consistait en l'ouverture totale du marché national avec dérégulation économique et libre circulation des capitaux. La voiture importée symbolisait la « nouvelle ère » de la « modernisation néo libérale » et marquait la fin de « l'époque des carrosse au Brésil », comme disait Collor ... en évoquant les modèles de véhicules disponibles sur le marché national.

Maintenant, plus de 30 ans plus tard, en cette fin de 2024, les médias libéraux et des secteurs des élites célèbrent le traité de libre commerce entre l'Union européenne (UE) et le MERCOSUR comme si le Brésil avait finalement obtenu la modernité néo-libérale promise par Collor.

CNN Brésil, on est même arrivé à célébrer le fait que la Ferrari 296 GTB, le modèle 2025, sera 1 500 000 réaux moins chère avec cet accord. Avec le traité, les riches devront déboursier « à peine », 3 390 000 réaux (quelques 540 000 \$) et non plus les 4 052 000 réaux (quelques 718 500 \$) d'aujourd'hui pour acquérir une Lamborghini Ouragan Coup P640–2.

Les médias colonisés et fascinés ont aussi célébré le fait qu'en plus des voitures de sport de luxe, l'huile d'olive, les vin, le fromage et les voitures importés d'Europe, en particulier d'Allemagne, seront meilleur marché pour le consommateur brésilien et celui du MERCOSUR.

Mais le traité devra encore suivre un long itinéraire aux parlement nationaux et dans les institutions du bloc européen avant d'être signé et mis en place. Heureusement, il existe une possibilité réelle qu'il puisse être rejeté à cause–au moins–de l'opposition de la France et de l'Italie.

C'est un accord est très mauvais et défavorable au Brésil et ses voisins de la région. Il aggrave le processus de désindustrialisation et transforme encore plus nos économies en économies primaires.

En outre, il renforce la participation du Brésil et des pays du MERCOSUR au commerce avec l'Union européenne en tant qu'économies reléguées au rôle de fournisseur de matières premières agricoles et de minerais. et il accentue la dépendance envers les importations de biens industriels des métropoles.

La taxe moyenne d'importation du Brésil est de 15 %, mais, il y a une variation très large des taxes qui dépendent de la compétitivité spécifique de chaque produit par rapport aux produits venant de l'étranger. Les vins, par exemple, ont une taxe de 25 %, les voitures de luxe peuvent atteindre 35 %, le fromage, 18 %, les vêtements 20 % et les produits chimiques 20 %.

D'autre part, la taxe d'importation de l'Union européenne, inférieure à 2 %, aura peu d'effet et n'améliorera pas le schéma–en variété et en volume–de l'exportation des produits industrialisés du Brésil et du MERCOSUR vers le bloc européen.

C'est si vrai qu'Itamaraty estime que les produits qui peuvent augmenter de façon résiduelle la participation commerciale sont ceux qui sont d'origine primaire, avec une faible valeur ajoutée (viande, sucre, riz, miel). Même ainsi, cela dépend du respect de la promesse européenne d'augmenter les quotas d'importation, ce qui n'est pas garanti.

Pour les économies périphériques du capitalisme, la taxe d'importation est un instrument essentiel pour la protection des intérêts nationaux et de la production industrielle. c'est un mécanisme destiné à protéger les entreprises et les emplois locaux dans les pays, les moins avancés face au fossé technologique, de productivité et de puissance économique, financière et industrielle qui les sépare des nations capitalistes plus avancées.

Avec l'élimination des taxes d'importation, les biens et les produits fabriqués dans nos propres pays par les industries installées ici cesseront d'être consommés et seront remplacés par leurs homologues débarqués d'Europe. La conséquence en sera la désindustrialisation avec la destruction d'entreprises et de postes de travail nationaux.

De plus, avec l'élimination des barrières tarifaires et douanières, les transnationales européennes qui ont leur siège dans nos pays considérons comme adéquat de fermer leurs filiales. Et, au lieu de produire et de créer des emplois et des revenus ici, les transnationales augmenteront la production et les emplois dans leurs respectives maisons mère pour augmenter l'exploitation de produits qui pénètrent fortement le marché (le MERCOSUR) sans barrières douanières.

Le Brésil a déjà un solide flux commercial avec les pays de l'Union européenne. En 2023, se commerce a atteint 91 700 000 \$, 46 300 000 pour les exportations et 45 400 000 000 d'importations, un solde favorable de presque 1000 000 000 .

Avec un commerce si intense et un marché communautaire régional comme le MERCOSUR, qui a besoin d'être protégé et élargi, la signature de ce traité de libre commerce est inexplicable. Ses impacts sont terriblement négatifs pour la structure productive brésilienne et celle de ses voisins sud-américains.

Le traité avec l'Union européenne condamne le Brésil à devenir une économie primaire et emprisonne le pays dans un passé de sous-développement agricole colonial. Et il ouvre la porte au fait que d'autres puissances industrielles comme la Chine et les États-Unis revendiqueront les mêmes conditions que celles qui ont été concédées aux Européens, ce qui rendra impossible le développement industriel, scientifique et technologique du Brésil (et de ses voisins).

Source en espagnol :

<https://www.resumenlatinoamericano.org/2024/12/20/brasil-el-tratado-con-la-ue-empuja-a-brasil-a-la-condicion-de-colonia-agricola/>

URL de cet article :

<http://bolivarinfos.over-blog.com/2024/12/international-le-traite-avec-l-union-europeenne-fait-du-bresil-une-colonie-agricole.html>